

LHL

N° 19 /CA du Répertoire

N° 03-25/CA du Greffe

Arrêt du 17 février 2005

Affaire : LODOU Toussaint
C/
Etat Béninois

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Monkpa du 12 février 2003, enregistrée au Greffe de la Cour Suprême le 26 février 2003 sous le numéro 0086/GCS, par laquelle Monsieur LODOU A. Toussaint, ex-gendarme, B.P.20 Logozohè-Monkpa, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la Décision en date du 29 février 1984 par laquelle le Conseil des Ministres l'a radié de la Fonction Publique ;



Vu les correspondances n° 1071/GCS et n° 1072/GCS des 27 juin et 12 mars 2003 par lesquelles le requérant a été mis en demeure d'avoir à payer la consignation légale ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Où le Conseiller **Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 dispose en son article 45 :

« Le demandeur est tenu sous peine de déchéance de consigner au Greffe de la Cour une somme de Cinq Mille (5000) francs dans un délai de 15 jours, à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou par notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai. »

Que la mise en demeure faite au requérant étant restée sans effet et celui-ci n'ayant pas demandé l'assistance judiciaire, il y a lieu de le déclarer déchu de son action et de mettre les frais à sa charge.

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Monsieur LODOU A. Toussaint est déchu de son action.

Article 2 : les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 4 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la chambre administrative,

PRESIDENT ;

Emile TAKIN }
ET {
Francis Aimé HODE }

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix sept février deux mille cinq, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Donatien H. VIGNINOU,

GREFFIER ;

Et ont signé,

Le Président,

Le Rapporteur

S.DOSSOUMON.-

B. HOUNDEKANDJI-CODJOVI.-

Le Greffier,

D. H. VIGNINOU.-



DE = 2000F

Enregistré à Cotonou le 14/02/06

Fo 44 Case 0810-2

Reçu Deux mille francs -

L'inspecteur de l'enregistrement

Antoinette L. AGO



RECEIVED
JAN 10 1944

U.S. DEPARTMENT OF AGRICULTURE

WASHINGTON, D.C.

OFFICE OF THE SECRETARY

WASHINGTON, D.C.

WASHINGTON, D.C.

RECEIVED
JAN 10 1944

OFFICE OF THE SECRETARY

WASHINGTON, D.C.



Enclosed a copy of the

Report of the

Commission on

the subject of

